

Appel urgent pour Jérusalem

Appel à une action collective pour la protection de Jérusalem, de ses Lieux saints et de son identité historique



FAUSTO GIUDICE
AOÛT 01, 2026

14 organisation palestiniennes et arabes ont émis l'appel ci-dessous le 29 juillet 2026

Nous suivons avec une profonde préoccupation l'escalade israélienne sans précédent qui se déroule dans la ville occupée de Jérusalem, dirigée de manière directe contre la mosquée Al-Aqsa, la population palestinienne de Jérusalem et l'identité arabe, islamique et chrétienne de la ville, dans le cadre d'une politique systématique visant à imposer de nouvelles réalités sur le terrain et à consolider l'occupation par l'usage de la force, en violation flagrante du droit international et des instruments internationaux de protection des droits humains.

Jérusalem traverse aujourd'hui l'une des étapes les plus critiques de son histoire récente. Les incursions de colons extrémistes dans la mosquée Al-Aqsa s'intensifient sous la protection des forces d'occupation; les tentatives d'imposer une division temporelle et spatiale de l'enceinte sacrée se multiplient; les agressions contre les fidèles se multiplient; des ordres d'expulsion sont émis contre des hommes et des femmes qui se consacrent à la défense du lieu, ainsi que contre d'éminentes personnalités religieuses et nationales; les gardiens de la mosquée Al-Aqsa sont persécutés et l'exercice de la liberté de culte est restreint, dans une tentative manifeste d'altérer le statu quo historique et juridique en vigueur dans l'enceinte sacrée.

Parallèlement, les politiques de l'occupation destinées à vider Jérusalem de sa population palestinienne se poursuivent au moyen de la démolition d'habitations et d'installations, du déplacement forcé, de la révocation des documents d'identité, de l'expansion des colonies et de l'intensification des fouilles aux abords de la mosquée Al-Aqsa et de la Vieille Ville. De même, les attaques contre les lieux saints islamiques et chrétiens et contre les symboles religieux et nationaux se poursuivent, dans le but d'effacer l'identité historique, culturelle et civilisationnelle de la Ville sainte.

Les organisations extrémistes dites du « Temple », avec le soutien du gouvernement dirigé par le criminel Benyamin Netanyahu et sous la supervision directe du ministre de la Sécurité nationale, l'extrémiste Itamar Ben Gvir, continuent de promouvoir l'imposition d'un contrôle israélien absolu sur la mosquée Al-Aqsa, l'établissement de restrictions sévères à l'accès des musulmans, la dépossession des compétences du Waqf islamique et la profanation de l'enceinte par diverses pratiques rituelles juives et des agressions répétées. Si cette situation persiste, il sera mis fin à ce qui subsiste encore du statu quo historique et juridique en vigueur dans la mosquée Al-Aqsa et à Jérusalem.

Les politiques de l'occupation portent également gravement atteinte à la présence

chrétienne historique à Jérusalem, au moyen de restrictions visant les institutions et les autorités religieuses chrétiennes, ainsi que par des tentatives de modifier le caractère historique, pluriel et civilisationnel d'une ville qui, au fil des siècles, a constitué un exemple de diversité religieuse, de coexistence et de patrimoine commun de l'humanité.

La gravité de cette escalade, qui survient alors que la communauté internationale demeure absorbée par de multiples crises, exige une position collective responsable, à la mesure de l'ampleur des risques qui menacent Jérusalem. Les déclarations, à elles seules, ne suffisent plus ; les condamnations verbales se sont révélées insuffisantes pour empêcher la poursuite des violations. La défense de Jérusalem exige de passer de la réaction ponctuelle à une action organisée, permanente et efficace.

La menace ne réside pas seulement dans l'ampleur des violations quotidiennes, mais aussi dans la tentative de transformer des mesures exceptionnelles en une réalité permanente qui altérerait définitivement le caractère historique et juridique de la ville et compromettrait la stabilité régionale. En conséquence, nous lançons un appel à toutes les institutions, unions, organisations islamiques, arabes, juridiques, humanitaires et de défense des droits humains afin qu'elles assument leurs responsabilités historiques et morales et qu'elles agissent de manière urgente et coordonnée à travers les actions suivantes :

- Impulser une mobilisation internationale permanente sur les plans politique, juridique et des droits humains, visant à mettre fin aux violations israéliennes contre Jérusalem, la mosquée Al-Aqsa et la population palestinienne de la ville, en garantissant que les responsables rendent des comptes et en empêchant que l'occupation et ses mesures illégales soient acceptées ou normalisées.
- Activer tous les mécanismes juridiques disponibles devant les tribunaux et les organismes internationaux afin d'exiger que les responsabilités soient établies pour les crimes et les violations continues, y compris ceux liés à la colonisation, au déplacement forcé et à l'altération délibérée de la composition démographique de Jérusalem, tout en garantissant une protection juridique à la population et aux institutions touchées.
- Exercer une pression politique et diplomatique sur les gouvernements et les organismes internationaux afin de contraindre la puissance occupante à respecter le droit international, y compris par le recours à des instruments de pression économique et juridique contre les entreprises et les entités impliquées dans le maintien des colonies ou bénéficiaires des politiques dirigées contre Jérusalem et sa population.
- Défendre le statu quo historique et juridique en vigueur de la mosquée Al-Aqsa et de l'ensemble des lieux saints islamiques et chrétiens de Jérusalem, en rejetant toute tentative de le modifier par la force ou d'imposer de nouvelles dispositions au service des projets d'occupation.
- Exhorter le Royaume hachémite de Jordanie, en sa qualité de gardien des Lieux saints islamiques et chrétiens de Jérusalem conformément à la tutelle hachémite, à

employer pleinement son poids politique et diplomatique ainsi que ses relations internationales pour mobiliser un large soutien international qui protège les lieux saints, préserve la tutelle hachémite et le statu quo historique et juridique en vigueur à Jérusalem, et empêche la consolidation de faits accomplis qui altéreraient l'identité et le statut de la ville.

- Promouvoir un programme urgent et permanent de soutien financier et d'assistance humanitaire destiné à renforcer la résilience de la population palestinienne de Jérusalem face aux charges économiques et aux politiques de restriction imposées par l'occupation, en accordant une attention particulière aux familles menacées de déplacement et aux propriétaires d'habitations et d'établissements exposés à la démolition ou à la fermeture.
- Soutenir et renforcer les institutions de Jérusalem qui fournissent des services sociaux, éducatifs et culturels, en leur apportant les ressources nécessaires pour préserver la présence arabe, islamique et chrétienne dans la ville et garantir que ses habitants demeurent fermes, en gardiens de leur identité, de leur histoire et de leurs lieux saints.
- Concevoir une stratégie internationale unifiée et permanente de communication pour la défense de Jérusalem, prévoyant l'élaboration de supports d'information et de documents juridiques en plusieurs langues, la documentation rigoureuse des violations commises contre la mosquée Al-Aqsa et la population palestinienne de Jérusalem, ainsi que la fourniture continue d'informations, de documents et de preuves aux médias internationaux.
- Établir un réseau international spécialisé sur Jérusalem réunissant des institutions journalistiques, juridiques et des médias indépendants, dans le but de transmettre la réalité des événements, de contrer la désinformation et de maintenir la question de Jérusalem en permanence à l'ordre du jour international.
- Appeler les peuples arabes et musulmans, les hommes et les femmes libres du monde, les organisations de la société civile, les syndicats, les associations professionnelles et les mouvements populaires à renforcer leur engagement en faveur de Jérusalem par des activités publiques, des campagnes de solidarité et des actions de plaidoyer visant à faire cesser les violations commises contre la Ville sainte.

La fermeté de la population palestinienne de Jérusalem ne peut continuer de dépendre exclusivement de sacrifices individuels. Elle exige un soutien authentique, organisé et durable. Ce qui se passe aujourd'hui à Jérusalem constitue une véritable épreuve de l'engagement de la nation envers ses responsabilités religieuses, morales et historiques, ainsi que du degré de cohérence de la communauté internationale à l'égard des principes juridiques et des valeurs qu'elle proclame défendre.

Nous réaffirmons que le silence face à ces violations ne fait qu'encourager la puissance occupante à poursuivre ses projets de judaïsation de Jérusalem, à modifier son identité et à imposer des faits accomplis dont l'annulation pourrait s'avérer impossible à l'avenir.

En conséquence, nous lançons un appel urgent à tous les acteurs, chacun dans le cadre de ses compétences et de ses responsabilités, afin qu'ils adoptent des mesures concrètes et efficaces pour la défense de Jérusalem, de sa population et de la mosquée Al-Aqsa, en rejetant toutes les mesures israéliennes contraires au droit international et qui menacent la paix et la stabilité de la région.

Jérusalem ne constitue pas une question politique conjoncturelle ; elle représente une responsabilité historique, civilisationnelle, religieuse et humaine qui incombe à tous. L'heure de l'épreuve est venue, et la ville a besoin aujourd'hui, plus que de nouvelles déclarations, de décisions fermes, d'actions efficaces et d'une volonté collective capable de protéger son identité, ses habitants et ses lieux saints.

L'histoire retiendra la position adoptée par les États, les institutions et les autorités morales face à ce que Jérusalem affronte aujourd'hui. La ville n'a pas besoin de nouveaux communiqués, mais de décisions et de mesures qui sauvegardent son statut, protègent ses lieux saints et empêchent que les violations et les faits imposés par la force ne se transforment en une réalité permanente.

Enfin, nous déposons cette responsabilité devant la conscience de tous. Nous avons accompli le devoir que nous impose notre responsabilité envers la mosquée Al-Aqsa, Jérusalem, son peuple et ses lieux saints islamiques et chrétiens.

Organisations signataires

- Conférence populaire des Palestiniens de l'étranger
- Fondation internationale Al Qods
- Congrès nationaliste arabe
- Union palestinienne d'Amérique latine (UPAL)
- Conférence des Palestiniens d'Europe
- Congrès nationaliste islamique
- Conférence populaire palestinienne – 14 Millions
- Congrès national palestinien
- Association salvadorienne palestinienne
- Réseau académique pour la solidarité avec la Palestine – Mexique
- Mouvement national palestinien « A'idoun » (Nous reviendrons)
- Centre arabe international pour la communication et la solidarité
- Ligue chilienne de solidarité avec la Palestine
- Fondation culturelle colombo-palestinienne